



Union
syndicale
Solidaires

Communiqué de presse

Paris, le 22 février 2024

Éducation nationale : non aux nouvelles suppressions de postes pour la rentrée 2024 !

Après avoir annoncé une augmentation du budget de l'Éducation nationale qu'il qualifiait d'"historique" pour mettre en œuvre ses réformes, Attal acte des coupes budgétaires colossales pour le budget 2024.

Le décret annulant 10 milliards de dépenses prévoit une véritable saignée dans notre ministère avec 692 millions d'euros à rendre. Cela représente une baisse de 2 620 postes d'enseignant·es dans le 1er degré public, de 1 740 dans le second degré et de plus de 4 500 postes d'AED et AESH.

Les ministères de l'Intérieur ou de la Défense sont bien moins impactés que l'Éducation nationale qui, avec l'Enseignement Supérieur et la Recherche, l'aide au logement ou encore l'Écologie par les coupes budgétaires.

Pour SUD éducation, ces coupes budgétaires importantes marquent en effet l'arrêt de la mise en œuvre des groupes de niveaux ou de la classe préparatoire à la seconde et par conséquent de la réforme du collège.

Le service public d'éducation a besoin d'un investissement massif pour recruter davantage de personnels afin de baisser le nombre d'élèves par classe, mais aussi pour mieux les former afin de répondre au défi de l'hétérogénéité des classes. Or, le gouvernement a acté le renoncement à une école qui prépare la société de demain : il renonce à recruter plus d'enseignant·es et d'AESH pour mieux accompagner les élèves en situation de handicap dans le cadre de l'école inclusive, il renonce à la rénovation thermique des écoles, ainsi 500 millions du crédit du plan d'accompagnement à la transition écologique sont annulés, il a acté le démantèlement de l'éducation prioritaire.

Fédération SUD Éducation

m 31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

n 01 58 39 30 12
efede@sudeducation.org
uwww.sudeducation.org

Ftiyi

Ces annulations de crédit laissent craindre une dégradation supplémentaire des conditions de travail des personnels et des conditions d'étude des élèves. Les fortes mobilisations des personnels avaient mis au jour la faiblesse des rémunérations dans l'Éducation nationale et la nécessité d'une vraie revalorisation salariale. Or, le ministre de la Fonction publique annonce une année sans augmentation de salaire pour toute la Fonction publique. Le gouvernement Macron-Attal mène une offensive contre les services publics et ses agent·es, à nous de nous mobiliser pour arracher des victoires.

SUD éducation appelle l'ensemble des personnels à se mettre en grève le 19 mars à l'appel de l'Intersyndicale Fonction publique et de mettre en débat dans les Assemblées générales la reconduction de la grève.